

Les exigences démocratiques et sociales doivent être entendues !

Nos organisations appellent à manifester le 31 octobre dans le Gard et à une mobilisation massive dans le Gard le 5 novembre

Depuis 3 semaines, la colère sociale s'exprime par des mobilisations de plus en plus fortes. Partie d'une colère légitime des lycéennes et lycéens face à leurs conditions d'études et un avenir incertain, elle s'est élargie à une grande partie de la population qui dénonce en particulier la vie chère. Cette mobilisation de plus en plus puissante marque un moment important pour le mouvement social. Après 10 ans de politique autoritaire et anti-sociale sous l'égide du président Macron, le gouvernement est aux abois. Une brèche s'est ouverte, nos organisations considèrent que le moment est venu d'augmenter le rapport de force afin d'aller vers des victoires sociales pour la jeunesse et le monde du travail.

Preuve de la fébrilité du gouvernement, le Premier ministre a reçu en urgence les organisations syndicales, étudiantes et lycéennes. La gravité du moment nécessite des réponses concrètes aux revendications qui s'expriment depuis plusieurs semaines. La société est traversée par des colères sociales multiples, fruit des politiques macronistes menées depuis 10 ans. Le gouvernement n'y répond que par la répression et une remise en cause de l'État de droit. Nos organisations dénoncent ces politiques qui ne peuvent que faire le lit d'une extrême droite qui entend récupérer les colères pour se renforcer.

Dans un tel contexte le gouvernement doit apporter des réponses sociales et budgétaires aux revendications :

- L'augmentation des moyens de nos services publics pour préparer l'avenir, former les jeunes, soigner et accompagner nos aînés et faire face au dérèglement climatique.
- Dans l'éducation, la diminution du nombre d'élèves par classe, l'adaptation de leur fonctionnement et de leurs bâtiments au réchauffement climatique, la suppression de Parcoursup, la remise à plat du bac Blanc.
- Dans l'enseignement supérieur, la gratuité des inscriptions pour tous les étudiants quelle que soit leur nationalité (abrogation du plan « Bienvenue en France »), la suppression de Monmaster, une augmentation des budgets des CROUS.
- L'ouverture immédiate dans toutes les entreprises et dans toutes les branches de négociations pour augmenter les salaires et réaliser l'égalité salariale Femmes – Hommes
- L'augmentation des pensions des retraités, pour le régime de base comme pour les retraites complémentaires AGIRC ARRCO ;
- L'augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires et des mesures de revalorisation des carrières de la fonction publique ;
- L'augmentation du SMIC et de toutes les aides sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA...) ;
- Une planification environnementale et industrielle pour relocaliser et décarboner notre industrie. Des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique et adapter notre société : isoler les bâtiments, végétaliser les villes, développer les transports collectifs décarbonés ;
- Des mesures de justice fiscale pour taxer les patrimoines, les héritages et les dividendes, l'évaluation, le conditionnement et le redéploiement des 211 milliards d'aides publiques.

En réponse aux mobilisations de la jeunesse, le Premier ministre a évoqué l'ouverture de discussions dans le cadre d'un accord national interprofessionnel sur l'emploi des jeunes, alors même que le MEDEF a remis sur la table son serpent de mer : un régime dérogatoire de contrat de travail, nouvel avatar du SMIC Jeunes ou du CPE. Nos organisations dénoncent cette proposition qui est une nouvelle attaque contre la jeunesse. Elle alerte fortement : le système éducatif n'est pas le prestataire de service du patronat.

Depuis des semaines, nos organisations et la jeunesse sont mobilisées et présentes devant les établissements et dans les manifestations, pour soutenir des revendications légitimes.

C'est à l'État d'assurer la sécurité et la liberté de manifester, comme cela aurait dû être le cas à Nîmes le 24 octobre. Nos organisations dénoncent la répression disproportionnée des lycéen·nes comme les manifestant·es, parfois malmené·es voire blessé·es par des policiers dans des cortèges pourtant très organisés. La restriction des libertés et les violences policières ne peuvent tenir lieu de réponse à la colère sociale. Les manifestations organisées ces dernières semaines dans le Gard étaient joyeuses, festives et déterminées, cela doit continuer. Le droit constitutionnel de manifester doit être garanti par l'État et ses représentants dans le Gard.

Tout montre que le gouvernement est en position de faiblesse, piégé dans l'impasse politique et sociale de l'austérité budgétaire.

C'est pourquoi, dans ce moment historique, nos organisations appellent à rejoindre massivement les manifestations du samedi 31 octobre, notamment à Nîmes (14h30, Jardins de la Fontaine), aux côtés de la jeunesse et de la population pour des conditions de vie, de travail et d'apprentissage dignes.

Nos organisations appellent aussi l'ensemble de la population à amplifier la mobilisation en s'engageant massivement dans la grève et les manifestations le 5 novembre.